Épigraphie grecque et géographie historique du monde hellénique
Institutions des cités grecques

Patrice Hamon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/662>

DOI : 10.4000/ashp.662

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 104-106

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Patrice Hamon, « Institutions des cités grecques », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 140 | 2009, mis en ligne le 09 octobre 2009, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/662> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.662>

INSTITUTIONS DES CITÉS GRECQUES

Chargé de conférences : M. Patrice HAMON

Programme de l'année 2007-2008 : *Conseil et Assemblée à l'époque hellénistique.*

Les conférences ont porté sur le Conseil et l'Assemblée dans les cités grecques de l'époque hellénistique. On a lu, traduit et commenté un choix de décrets aussi varié que possible, par leur origine et leur date. Ce type de documents a fait l'objet de synthèses récentes, qui étudient le formulaire et prennent la forme de catalogues raisonnés, cité par cité (P. J. Rhodes, *The Decrees of the Greek States*, 1997 ; voir également F. Ghinatti, *I decreti dalla Grecia a Creta*, 2004). Nous nous sommes proposé d'étudier, exemples à l'appui, le processus de rédaction du décret, au fur et à mesure de la délibération, dans les cités de régime démocratique.

Il faut distinguer plusieurs étapes : proposition originale (la *gnômè* d'un citoyen ordinaire, d'un magistrat ou d'une commission), approbation éventuelle par les magistrats du bureau (prytanes *vel sim.*) et transmission au Conseil, délibération des bouleutes et élaboration d'une « proposition du Conseil » (*gnômè tès boulès*, que les historiens modernes désignent souvent sous le nom de *probouleuma*), transmission de cette motion à l'Assemblée (avec ou sans prise de parole par le proposant), vote définitif et amendements éventuels, mise en forme ultime pour l'archivage et, le cas échéant, pour la publication. Le secrétaire, qui n'est jamais un juriste, mais un simple magistrat élu ou tiré au sort, n'élabore pas lui-même un texte de synthèse. Il se contente le plus souvent, à chaque étape du processus délibératif, d'ajouter des indications au texte de départ, rédigé par le proposant. Chaque décret est ainsi un texte composite, qui conserve des traces des états successifs par lesquels la proposition initiale est passée. Il comporte même souvent des incohérences, qui peuvent s'expliquer par l'accumulation progressive de strates. La question a été étudiée autrefois par R. Laqueur dans un livre qui reste important, en dépit du caractère excessif de ses conclusions : *Untersuchungen zu den griechischen Volksbeschlüsse*, 1927. Elle n'a pas été reprise depuis cette date de façon systématique, malgré le renouvellement considérable de la documentation.

La matrice du décret est la proposition d'un *rogator*. Pour en donner un premier exemple, nous avons lu un texte de facture très simple : le décret d'Anaphè honorant Iasôn, prêtre des dieux égyptiens, *IG XII 3, 247* (ca 11^e-1^{er} s. a. C.). Il a la particularité notable de conserver la formule « plaise » au style direct (*dedochtô*), telle qu'elle fut effectivement prononcée dans le Conseil, puis dans l'Assemblée, par le proposant Pindaros. L'immense majorité des décrets sont rapportés au style indirect (*dedochthô* devient *dedochthai*), car ils sont rédigés sous la forme d'une proposition infinitive dépendant du verbe « dire » (*eipein* [*tèn gnômèn*] : mot à mot « émettre un avis », « faire une proposition »).

Émise d'abord dans la *boulè*, la proposition est répétée dans l'*ekklèsia*. Le dossier des décrets de Kymè pour la bienfaitrice Archippè comprend un décret dont les deux

états successifs (le *probouleuma* et le *psèphisma* proprement dit) ont été conservés dans les archives et gravés *in extenso* (SEG 33, 1038 ; fin du I^{er} s. a. C. [?]). D'ordinaire, le secrétaire fond ces deux états en un seul et même texte, en convertissant simplement la formule de sanction « il a plu au Conseil » (formule transitoire) en « il a plu au Conseil et à l'Assemblée » (formule définitive) et en ajoutant des indications de date dans l'intitulé ou dans le *subscriptum*. Dans l'exemple kyméen étudié, le texte du *psèphisma* final comporte bien une date différente de celle du *probouleuma* (l. 19 et 33-34), mais il a conservé la formule de sanction « il a plu au Conseil », qui formellement est inexacte. On pourrait trouver de nombreux exemples de ces incohérences dans les formules de sanction ou de résolution des décrets : il faut le plus souvent les expliquer, non par des modalités de délibération inhabituelles, mais par une rédaction hâtive ou par la négligence du secrétaire.

Le transfert d'une proposition du Conseil vers l'Assemblée est l'étape la plus importante du processus de délibération. Le formulaire des décrets athéniens est particulièrement explicite à ce sujet, grâce à la formule dite « probouleumatique ». Nous en avons lu deux exemples : le décret pour le prêtre de Kallistè Antidôros de Pergasè, IG II² 788 (234 a. C.) et celui pour l'évergète Képhisodôros, SEG 25, 112 (183 a. C.). Dans ce dernier cas, il faut relever un détail important : la proposition, émise dans le Conseil puis l'Assemblée par un certain Sôdamos, résume en fait le texte d'un mémoire rédigé par l'*honorandus* lui-même pour accompagner sa demande officielle des grands honneurs (cf. Ph. Gauthier, *Les cités grecques et leurs bienfaiteurs*, 1985, p. 87) ; la *gnômè* est donc déjà elle-même l'avatar d'un texte antérieur. Dans les autres cités, le formulaire est généralement plus bref sur le passage de la *boulè* à l'*ekklèsia*. Un décret de Kymè récemment publié constitue cependant une exception intéressante : G. Manganaro, *Epigraphica anatolica*, 37 (2004), p. 63-68. Malgré les lacunes, on comprend que le *rogator* demande expressément au président mensuel du collège des stratèges (qui forme le bureau du Conseil) de réunir au plus vite une assemblée pour lui transmettre sa proposition (qualifiée de « proposition du Conseil » une fois qu'elle aura été approuvée par les bouleutes) et la soumettre au débat. Cette formule ne se rencontre dans aucun autre décret kyméen et s'explique sans doute par le caractère d'urgence des mesures recommandées : le décret porte sur la sécurité de l'État et fait peut-être suite à une crise politique (voir *Chiron*, 38 [2008], p. 63-106).

Parvenue à l'*ekklèsia*, la proposition peut encore faire l'objet d'amendements, qui viennent alors s'agréger au texte en cours d'examen. Les exemples sont peu nombreux en dehors d'Athènes. Un décret thasien du tournant du IV^e s. a. C. offre un exemple précoce : IG XII 8, 264 et J. Pouilloux, *Recherches sur l'histoire et les cultes de Thasos*, I, 1954, p. 204-212. Après un épisode de *stasis*, la cité essaie de reconstituer son corps civique en intégrant de nouveaux citoyens. Le Conseil propose d'octroyer la *politeia* à un groupe de non-citoyens (dont l'identité est discutée : peut-être s'agit-il de *métroxenoi*) ; l'Assemblée débat de cette proposition et surenchérit en élargissant, par amendement, le cercle des bénéficiaires (on admet peut-être aussi les *patroxenoi* [?]). Dans les autres cas attestés, l'amendement porte généralement sur des points de bien moindre importance. Ainsi dans un décret de Samos pour des juges de Cos, IG XII 6, 1, 150 (306-301 a. C.) : sans rien ajouter de substantiel aux décisions principales – les honneurs conférés aux juges à la fin de leur mission –, l'amendement d'un particulier

(l. 30-34) permet de régler, sans doute dans l'intérêt financier de la cité, les modalités pratiques de la publication du décret dans leur patrie. Un dernier exemple provient de Paros, *SEG* 23, 489 (*ca* 218 *a. C.*). Détruite pendant la seconde guerre d'Illyrie, Pharos sollicite l'aide de sa métropole, Paros, pour se relever. Le décret par lequel les Pariens répondent à cette requête comporte deux formules d'amendement enchaînées. Le Conseil s'étant contenté d'introduire les ambassadeurs phariens devant l'*ekklèsia*, sans émettre de proposition substantielle (le verbe à restituer, l. 25, est *epidexasthai* : cf. *BCH*, 131 [2007], p. 44-47), le proposant Télésis formule un premier amendement qui n'en est pas vraiment un : il émet en fait une proposition en bonne et due forme, qui consiste à répondre favorablement aux Phariens en leur offrant peut-être une aide financière. Mais le débat se poursuit grâce à l'intervention d'un deuxième orateur (le nom est perdu) qui fait par amendement une proposition symboliquement très forte : les Pariens ne doivent pas laisser les ambassadeurs repartir avant d'avoir consulté l'oracle de Delphes et obtenu sa protection pour l'entreprise en cours. La réponse d'Apollon, effectivement gravée à la suite du décret, recommande que des Pariens accompagnent les Phariens sur le chemin du retour et participent à la reconstruction de la cité, en jouant en quelque sorte l'épisode antique de la fondation coloniale. Le texte du décret accumule les strates (rapport des archontes, proposition de Télésis, « amendement » de Télésis, puis amendement d'un orateur anonyme) et conserve, dans sa structure même, la trace d'une procédure complexe de délibération : il laisse aussi entendre à une oreille attentive qu'il s'agissait, pour la petite communauté des Pariens, d'une grande affaire.